

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/64/Rev.3

4 septembre 2000

(00-3438)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la
mise en œuvre de l'Accord**

PROJET DE RECOMMANDATION SUR LES POINTS À INCLURE DANS LES DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES POSITIVES

Révision

On trouvera ci-après les modifications apportées au texte du projet de recommandation dont le Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord, réuni en avril-mai 2000, est convenu à titre provisoire. Les modifications de forme qui n'ont pas été provisoirement convenues figurent entre parenthèses. Le Groupe a examiné les modifications du texte du projet jusqu'au paragraphe 6. Le reste du texte n'a pas été examiné et est reproduit ci-après sous la forme sous laquelle il se présentait au 1^{er} mai 2000.

Comme le note le Comité, l'article 7 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 dispose que des mesures provisoires ne pourront être appliquées que s'il a été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage résultant pour une branche de production nationale. De même, l'article 8 de l'Accord dispose que des engagements en matière de prix ne seront demandés aux exportateurs, ou acceptés de leur part, que s'il a été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping.

Le Comité estime qu'il serait utile de disposer de lignes directrices au sujet des points à inclure dans cette détermination préliminaire positive. [Il reconnaît que l'article 12.2 de l'Accord précise ce que doit contenir l'avis au public d'une détermination préliminaire positive ou le rapport distinct rendu public sur cette détermination et la présente recommandation n'a pas pour objet de renforcer ou de réduire les obligations découlant de cette disposition.]

[Malgré ce qui précède, le Comité recommande qu'en principe les points ci-après figurent dans une détermination préliminaire positive, qu'il s'agisse d'un avis au public ou d'un rapport distinct rendu public]:

1. nom du (des) producteur(s) national (nationaux) du produit similaire présentant la demande, nom d'autres producteurs nationaux du produit similaire et nom de l'importateur (des importateurs), de l'exportateur (des exportateurs) connu(s) et du (des) producteur(s) étranger(s) connu(s) du produit faisant l'objet de l'enquête.
2. renseignements sur l'historique de l'enquête du point de vue de la procédure, y compris la date de réception de la demande, la date à laquelle la demande a été acceptée comme dûment documentée et la date d'ouverture de l'enquête, selon la pratique de chaque Membre.

3. description du produit qui fait l'objet de l'enquête et auquel s'applique la détermination préliminaire, y compris la classification tarifaire du produit à des fins douanières et le(s) pays d'origine ou d'exportation.

4. renseignements sur le produit similaire national et la branche de production nationale, y compris des renseignements sur l'exclusion de producteurs aux fins de la définition de la branche de production nationale et aux fins de la détermination préliminaire du dommage.

5. renseignements sur le marché intérieur du produit concerné [et description du marché international du produit].

6. périodes au cours desquelles les données ont été recueillies pour l'analyse préliminaire du dumping et du dommage, et explication du choix de ces périodes le cas échéant.

[7-1. renseignements sur l'estimation de la marge de dumping, y compris des renseignements sur la valeur normale, le prix à l'exportation, la comparaison entre les valeurs normales et les prix à l'exportation et, s'il y a lieu, la manière dont l'article 6.8 (données de fait disponibles) a été appliqué et la méthode employée pour procéder à un échantillonnage suffisamment détaillé.] (**Japon** - paragraphe proposé initialement par le Japon pour remplacer le paragraphe 7-2)

[7-2. renseignements sur l'estimation de la marge de dumping, y compris [, sous réserve des critères de confidentialité,] (**Canada**) sur

- a) [la *valeur normale*, y compris [les raisons du choix des types/modèles de produits utilisés pour l'établissement de la valeur normale ainsi que] (**Mexique**) les raisons de l'utilisation ou non des prix intérieurs, par exemple les résultats de l'examen du critère de la "quantité suffisante", les résultats de l'examen du critère des "opérations commerciales normales", y compris la méthode de calcul des coûts de production, la méthode précise qui a servi à calculer les valeurs normales construites ou les prix pratiqués à l'égard des pays tiers;
- b) les *prix à l'exportation*, surtout s'ils ont été jugés peu fiables, auquel cas il y a lieu d'ajouter des précisions sur la méthode utilisée et les ajustements opérés pour calculer les prix à l'exportation;
- c) la *comparaison*, y compris les raisons de rejeter des demandes d'ajustement, les raisons de tout écart par rapport à la règle de la comparaison des moyennes [ou à la règle de la comparaison des transactions] (**Japon**) et les raisons du choix des taux de change; et
- d) d'*autres questions-clés*, par exemple, en cas d'utilisation de la méthode de l'échantillonnage, la justification du recours à cette méthode, ainsi que du choix de l'échantillon.] (**Japon**)

[8-1. renseignements concernant l'évaluation du dommage, y compris des renseignements sur les effets sur le volume et les prix des importations faisant l'objet d'un dumping, l'incidence des importations visées et, s'il y a lieu, l'évaluation cumulative, avec suffisamment de détails.] (**Japon** - paragraphe proposé initialement par le Japon pour remplacer le paragraphe 8-2)

[8-2. renseignements sur l'évaluation du dommage, y compris les éléments de preuve concernant:

- a) la définition de la branche de production nationale, y compris les raisons qui ont pu conduire à en exclure des entreprises nationales, [aux fins de l'évaluation du

dommage dans le cadre de la détermination préliminaire] (**États-Unis**)
(**Mexique - supprimer l'alinéa a)**);

- b) les constatations préliminaires concernant les effets sur les prix et/ou sur le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, et des explications claires de la constatation de l'existence d'un dommage;
- c) les éléments de preuve préliminaires attestant l'incidence défavorable de ces effets sur la branche de production nationale;
- d) en l'absence d'éléments de preuve concernant l'existence d'un dommage important, les éléments de preuve qui ont conduit à une constatation préliminaire de l'existence d'une menace imminente d'un dommage important, ou d'un retard important dans la création de la branche de production;
- e) renseignements sur les raisons pour lesquelles les effets des importations ont ou n'ont pas été évalués de façon cumulée.] (**Japon**)

[8-3. renseignements sur l'évaluation du dommage, y compris les éléments de preuve concernant les facteurs énoncés à l'article 3 de l'Accord, l'analyse utilisée et, le cas échéant, l'évaluation des critères concernant le cumul prévus à l'article 3.3.] (**Brésil, Mexique**)

[8-4. renseignements sur l'évaluation du dommage et sur le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et tout dommage constaté.] (**États-Unis**)

[8-5. renseignements sur l'examen du dommage, y compris les éléments de preuve concernant les facteurs énoncés à l'article 3 de l'Accord antidumping.] (**Égypte**)

9. renseignements sur [l'évaluation [préliminaire] (Mexique) du] (Brésil) [la détermination du] (Égypte) le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et tout dommage constaté [y compris l'évaluation [l'examen] (Égypte) [préliminaire] (Mexique) des "autres facteurs"] (Brésil), [au sens de l'article 3.5 de l'Accord]. (Mexique) (États-Unis – supprimer)

10. renseignements sur la vérification, si elle est réalisée.

11-1. renseignements sur la décision d'imposer ou non des mesures provisoires, y compris [la durée d'application des mesures provisoires, et] (Corée) (Thaïlande, Mexique - supprimer) la forme sous laquelle elles seront appliquées ainsi que leur niveau.

[11-2. renseignements sur la durée d'application des mesures provisoires.] (**Japon**)

12. renseignements sur la poursuite de l'enquête, y compris sur des points tels que les délais impartis pour de nouvelles procédures, communications et auditions, les conditions concernant des engagements, éventuellement proposés[.] (**Égypte – supprimer le reste du paragraphe**), ainsi que le nom, les numéros de téléphone et de télécopieur et l'adresse de [~~la personne à contacter~~ l'autorité chargée de l'enquête]. (**Mexique**)

[Si les autorités omettent l'un quelconque des renseignements susmentionnés dans une détermination préliminaire positive, elles devront expliquer dans ladite détermination pourquoi ces renseignements n'ont pas été inclus.] (**Japon**) (**Brésil – supprimer si l'on en revient à une liste plus générale**)

[Les renseignements fournis dans une détermination préliminaire positive par les autorités devraient être subordonnés à la nécessité de protéger les renseignements confidentiels.] (**Japon**)

[L'avis au public devrait préciser sur quoi sont fondés les chiffres utilisés dans les déterminations préliminaires - réponses à un questionnaire ou autres sources de renseignements - et dans quelle mesure ils ont été vérifiés.] (**Japon**)

[La présente recommandation ne sera applicable qu'aux déterminations préliminaires positives résultant des enquêtes antidumping qui auront été engagées après la date de son entrée en vigueur.] (**Mexique**)
